



ÉCONOMIE | GUINGAMP-PAIMPOL AGGLOMÉRATION

SECOND SEMESTRE 2023 :

DES EFFETS INFLATIONNISTES QUI ÉTOUFFENT LA CROISSANCE

#3 | Juillet 2024

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

Chiffres-clés de Guingamp-Paimpol Agglomération à la fin du 2^d semestre 2023



14 730 salariés
à la fin du 2^d semestre 2023
+156 (+1,1 %)
par rapport à l'année précédente



Les secteurs en hausse :

- Services administratifs et de soutien
- Activités spécialisées scientifiques et techniques
- BTP
- Commerce de détail et automobile
- Commerce, transport et entreposage



Les secteurs en baisse :

- Administration, santé, social
- Autres services

Source : Urssaf



Locaux d'activité : **8 485 m²**
autorisés au 2^d semestre 2023
-69 % par rapport à l'année précédente

Source : SDES, Sit@del2

Logements : **228** permis
autorisés au 2^d semestre 2023
+46 % par rapport à l'année précédente

source : SDES, Sit@del2



4 054 déclarations préalables à l'embauche
(CDD > 1 mois et CDI) au 2^d semestre 2023
+100 par rapport à l'année précédente (soit +2,5 %)

Source : Urssaf

7,4 %

de **taux de chômage** dans la zone
d'emploi de Guingamp
+0,2 point en un an
(6,1 % en Bretagne, +0,4 point)

Source : Insee



5 637 demandeurs d'emploi
de catégorie A, B et C à la fin du 2^d semestre 2023
-29 par rapport à l'année dernière (-0,5 %)

2 902 demandeurs d'emploi
de catégorie A à la fin du 2^d semestre 2023
-66 par rapport à l'année dernière (-2,2 %)

source : Dares - France Travail, STMT ; données brutes - moyenne
trimestrielle - Traitement Direccte Bretagne



Focus sur les besoins de main-d'œuvre

4 390 projets de recrutement formulés par les entreprises de Guingamp-Paimpol Agglomération pour l'année à venir dans le cadre de l'enquête besoins en main-d'œuvre de France Travail

+174 projets par rapport à l'année précédente (+4,1 %)

62,3 % de projets jugés difficiles. Une baisse de 10 points de la tension de recrutement en un an.

En résumé

Après avoir connu globalement une période d'embellie dans un contexte caractérisé comme « en crise », l'activité économique française subit désormais des signes assez nets de fléchissement. La résurgence du taux de chômage et de la demande d'emploi en sont le parfait exemple. La dynamique post-covid s'es-souffle et de nombreux facteurs entravent la croissance des entreprises et la consommation des ménages. En Bretagne, les métropoles et, de manière générale, les territoires qui étaient en tension de main-d'œuvre, pourraient paradoxalement pâtir de leur faible demande d'emploi, tandis que les bassins comme Guingamp-Paimpol Agglomération, ayant un gisement de chômeurs plus important, et accessoirement porteurs de projets économiques, pourraient être en mesure d'absorber les effets de la déprime économique qui se profile. Localement, la situation semble être relativement maîtrisée du point de vue des entreprises qui continuent de recruter et qui semblent encore peu affectées au regard de la faible incidence sur le nombre de nouvelles procédures collectives. En revanche, la situation financière des ménages constitue un point de fragilité au regard de la hausse du nombre de situations de découvert bancaire. Ces derniers recentrent leur stratégie financière sur l'épargne au gré des opportunités de rémunération, mais au détriment de la consommation courante, en raison d'une confiance encore largement fragilisée par deux années de forte inflation.

Activité économique

Une croissance un peu plus à la peine

Après plusieurs semestres marqués par un emballement de la création d'emplois, l'agglomération de Guingamp-Paimpol observe un ralentissement progressif de la croissance économique. Le territoire a toutefois accueilli près de 160 emplois supplémentaires au second semestre 2023 (+1,1 %), par rapport à l'année précédente. Cela positionne l'agglomération juste en-deçà du niveau breton (+1,3 %) en termes d'évolution. Seulement deux secteurs affichent un recul du niveau d'emplois : le domaine de l'administration, santé, social (-1,1 %) qui avait pourtant bénéficié d'une importante vague de recrutements en 2022, tout comme la catégorie des autres services (-0,7 %) qui restait, elle aussi, sur une phase de croissance.

Le secteur des services administratifs et soutien porte, quant à lui, une forte croissance ce semestre, similaire à la baisse qui l'avait caractérisé l'année précédente. Avec 67 emplois supplémentaires, ce domaine pèse pour près de la moitié du solde d'emplois de l'agglomération ce semestre. Les activités spécialisées scientifiques et techniques affichent aussi une progression prometteuse, de l'ordre de 8 %, après un exercice 2022 déjà positif. Les autres champs se situent peu ou prou autour de la tendance moyenne d'évolution de l'emploi à l'instar du commerce de détail et automobile. Le BTP et le commerce de gros, transport,

entreposage sont toujours en hausse, mais dans des dimensions nettement moins favorables que l'année passée. À l'inverse, l'industrie agro-alimentaire repart de l'avant (+0,9 %), après une année à l'équilibre.

Les faits marquants du semestre

70 % : c'est le pourcentage de la participation prise par la coopérative le Gouessant dans le groupe paimpolais Celtileg. Au terme de cinq années de transition, le groupe lamballais devrait acquérir 100 % des parts afin de pérenniser le développement de l'activité fruits et légumes.

5 entreprises de l'agglomération de Guingamp-Paimpol figurent dans le palmarès des entreprises bretonnes publié en décembre par Bretagne économique¹. Dans le domaine agroalimentaire, 4 entreprises locales (Farmor, Vitalac, Celtigel et Fidèle) se classent parmi les 125 plus importantes de la région en termes de chiffre d'affaires et affichent une croissance forte de leur activité, notamment Fidèle.

L'entreprise Vitalac se classe au 98^e rang. Spécialisée dans la nutrition animale, elle continue de se développer, notamment à l'international, depuis le doublement de sa surface de production en 2017. Son chiffre d'affaires a progressé d'environ 15 % en 2023.

1. Palmarès 2023-2024 des entreprises bretonnes (35^e édition).

Celtigel et Fidèle, deux entreprises figurant dans le giron du groupe Le Graët, se classent respectivement au 102^e et au 123^e rangs. La première, qui produit des plats cuisinés et surgelés, affiche une croissance de 5 % de son CA en 2023. La seconde, spécialisée dans l'alimentation pour animaux domestiques, porte une croissance de près de 40 % de son chiffre d'affaires en un an.

Dans le domaine du commerce, la coopérative paimpolaise Les maraîchers d'Armor se hisse en 47^e position, malgré un léger recul de l'activité en 2023 (-4 %).

Un niveau de défaillances d'entreprises qui reste contenu

17 procédures collectives ont été engagées au second semestre 2023 au sein de l'agglomération de Guingamp-Paimpol, soit 6 de plus qu'à la même période en 2022. Cela représente une hausse relative importante, de l'ordre de 54 %, mais qui ne traduit pas une véritable fragilisation du tissu économique local au regard du faible nombre de nouvelles procédures engagées. Dans la continuité des semestres précédents, les vulnérabilités se concentrent sur les très petites entreprises artisanales (commerces de bouche, habillement et construction).

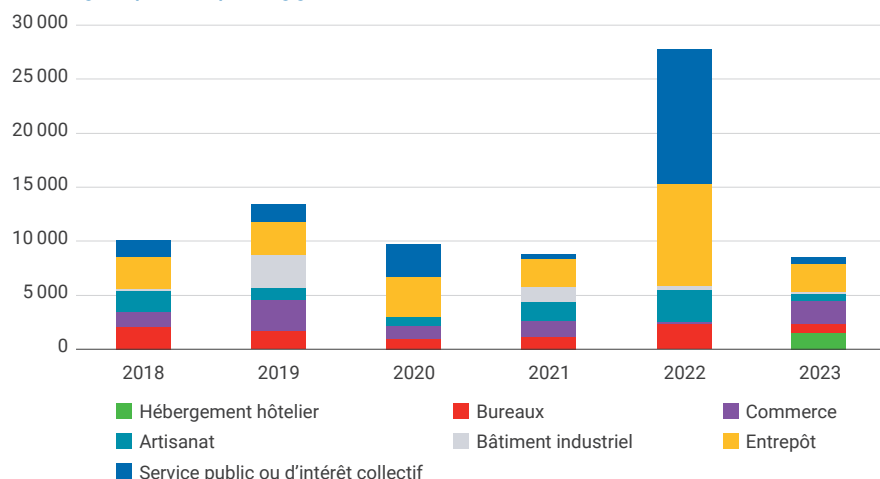
Immobilier d'entreprise : un fort recul confirmé du volume autorisé de locaux d'activité, après une année 2022 exceptionnelle

Le second semestre 2023 s'inscrit dans la tendance des six mois précédents, à savoir un recul important de la surface autorisée de locaux. Un total de 8 485 m² a été octroyé, soit près de 20 000 m² (-69 %) de moins qu'au second semestre 2022. La dynamique d'immobilier économique semble donc se tasser, mais s'apparente à un niveau presque normal qui

s'inscrit dans la moyenne des dix dernières années. En Bretagne, la tendance est également à la baisse, mais de manière moins brutale (-9 %).

Seulement 4 permis de plus de 500 m² sont identifiés ce semestre sur le périmètre de l'agglomération. Le plus important, en surface, concerne la création d'un entrepôt logistique de 2 000 m² pour le centre commercial Leclerc de Paimpol. Le second projet concerne l'extension de l'hôtel Ibis en bord de RN12 à Ploumagoar. Plus précisément, le presque doublement de la surface servira à la création d'une offre complémentaire Ibis Styles, supérieur en gamme à l'Ibis budget existant.

Surface autorisée (en m²) de locaux d'activités à Guingamp-Paimpol Agglomération au 2^d semestre 2023

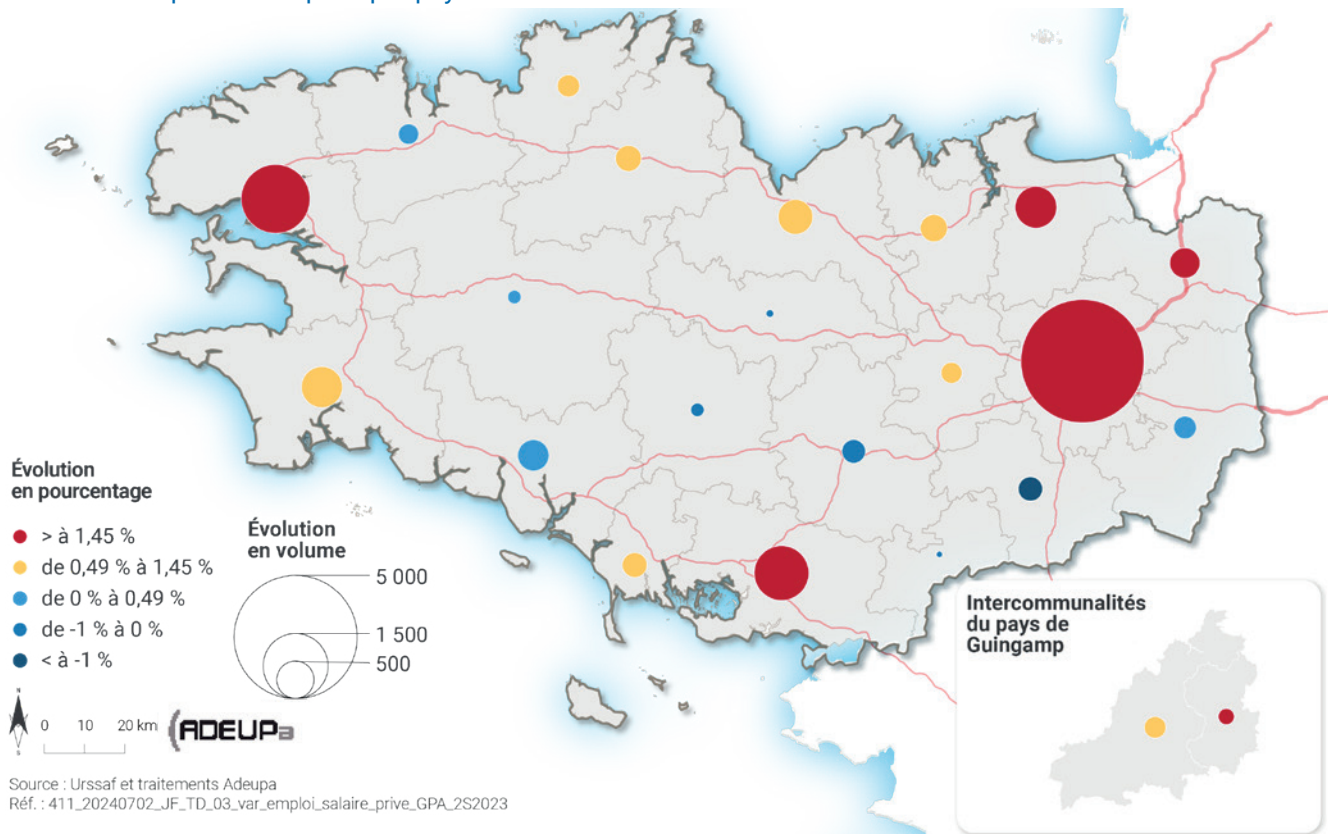


Source: SDES, Sit@del

Principaux dossiers en surface (en m²):

- **Leclerc – ZI de Kerprat, Paimpol** – 2 049 m² (entrepôt)
- **SCI Guingamp La Chesnaye – Ploumagoar** – 1 515 m² (hébergement)
- **PPJ56 – ZA de Kerpuns, Paimpol** – 1 223 m² (commerce)
- **SCI Argoat – Zone industrielle, Grâces** – 588 m² (artisanat)

Variation de l'emploi salarié privé par pays breton entre les 4^e trimestres 2022 et 2023



Marché de l'emploi

Baisse de la demande d'emploi, à nuancer au regard de signaux contraires

Alors que le taux de chômage² repart à la hausse de manière significative sur l'ensemble du territoire breton, y compris dans la zone d'emploi de Guingamp, les données localisées de demandeurs d'emploi en fin de mois indiquent encore un recul du volume de chômeurs dans le périmètre de l'agglomération de Guingamp-Paimpol. Au-delà de la différence de périmètres d'analyse, les signaux contraires envoyés par les différents canaux de données montrent qu'à défaut d'une réelle inflation du volume de demandeurs d'emploi, le nombre de personnes se considérant comme activement en recherche tend à augmenter. Les perspectives d'inversement du marché et les réformes qui visent à durcir les conditions d'accès à l'allocation de retour à l'emploi peuvent expliquer ces évolutions conjoncturelles.

2. Mesuré selon la méthode du bureau international du travail.

La demande d'emploi de catégorie A a baissé de 2,2 % sur l'année passée, ce qui représente 70 demandeurs de moins, mais ce rythme ralentit fortement après une baisse de l'ordre de 10 % entre 2021 et 2022. Les profils considérés comme fortement éloignés de l'emploi continuent de décroître, tout comme le nombre de travailleurs handicapés (-9,2 %). Cela positionne l'agglomération comme relativement exemplaire puisqu'elle affiche le 5^e plus bas taux de demandeurs d'emploi handicapés (11,1 %) parmi l'ensemble des EPCI bretons et se place comme la meilleure agglomération de la région. Le constat peut aussi être étendu aux profils féminins qui ne représentent que 47 % de la demande globale de l'agglomération, soit également 2 points de moins que la moyenne régionale.

Les autres profils tels que les seniors ou les jeunes bénéficient de manière assez homogène (entre 2 % et 3 %) de la baisse de la demande d'emploi. En revanche, une forme d'inertie s'installe chez les profils d'âge de 25 à 50 ans.

Concernant l'ensemble des catégories A, B et C, qui intègre aussi des profils ayant occupé des missions durant le mois, la baisse est moins sensible (-0,5 %) mais indique toutefois une

Chiffres-clés à Guingamp-Paimpol Agglomération

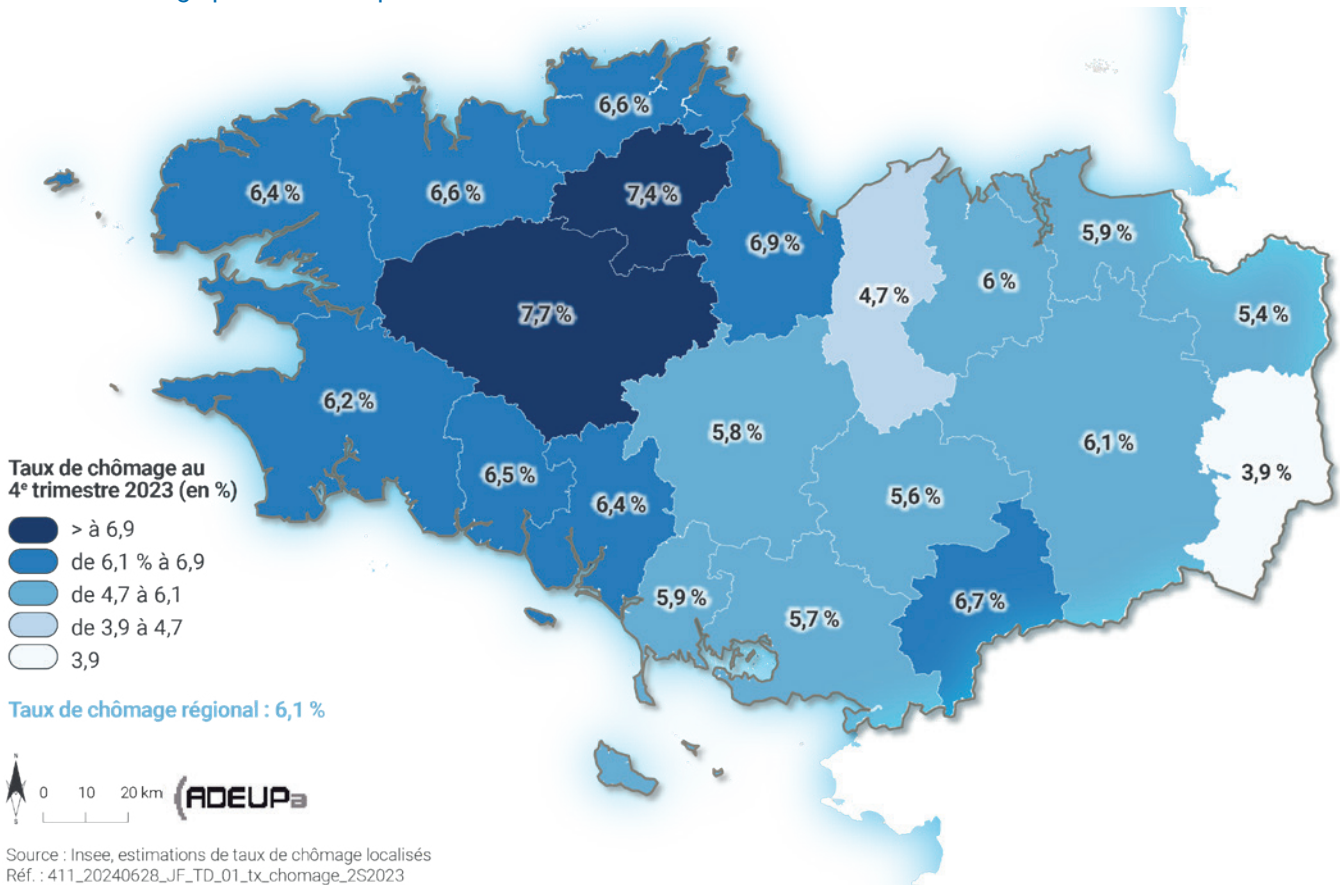
2 902 demandeurs d'emploi de catégorie A (-2,2 % en un an; +1,1 % en Bretagne)

5 637 demandeurs d'emploi de catégories ABC (-0,5 % en un an; +1,1 % en Bretagne)

Les profils de catégorie A qui ont le plus bénéficié du retour à l'emploi :

- les demandeurs d'emploi de longue durée >2 ans (-10,9 %; -8,6 % en Bretagne)
- les travailleurs handicapés (-9,2 % en un an; +4,9 % en Bretagne)
- les seniors de 50 ans et plus (-3,1 % en un an; -1,1 % en Bretagne)
- les femmes (-3,1 %; +0,3 % en Bretagne)
- les jeunes de moins de 25 ans (-2,8 % en un an; +7,5 % en Bretagne)

Taux de chômage par zone d'emploi au 4^e trimestre 2023



dynamique inverse et plus favorable que la trajectoire régionale (+1,1 %). L'ensemble des profils affiche une baisse de la demande d'emploi, même si les évolutions sont hétérogènes. Elle est assez favorable pour les jeunes de moins de 26 ans (-4,8 %) mais moins nette pour les femmes (-1,1 %), ainsi que les seniors (-0,8 %).

Taux de chômage : forte reprise du chômage, la zone d'emploi de Guingamp moins touchée

Le second semestre 2023 marque une reprise du chômage au sein de la zone d'emploi guingampaise, et plus généralement en Bretagne et en France. La stabilisation du niveau de chômage au semestre précédent semblait déjà indiquer les prémices d'une inversion sur le marché de l'emploi, entre des employeurs davantage sur la réserve concernant les recrutements et des demandeurs d'emploi plus actifs dans leurs recherches dans un contexte où les offres sont moins nombreuses.

Localement, le taux de chômage s'élève à 7,4 %, soit 0,2 point de plus qu'à la fin d'année 2022. La résurgence du chômage sur le territoire reste néanmoins plus mesurée qu'aux échelles régionale et nationale où de tels niveaux d'inci-

dence n'avaient pas été constatés depuis 2008 (hors période de premier confinement lié au covid). Certaines zones d'emploi ont connu des hausses fulgurantes comme Ploërmel (+0,7 point) ou Saint-Malo (+0,6 point), et les métropoles de Brest et Rennes montrent également des signes de souffrance (+0,5 point). Cela permet mécaniquement au bassin guingampais de se rapprocher progressivement des autres territoires bretons.

Un niveau de recrutements inédit

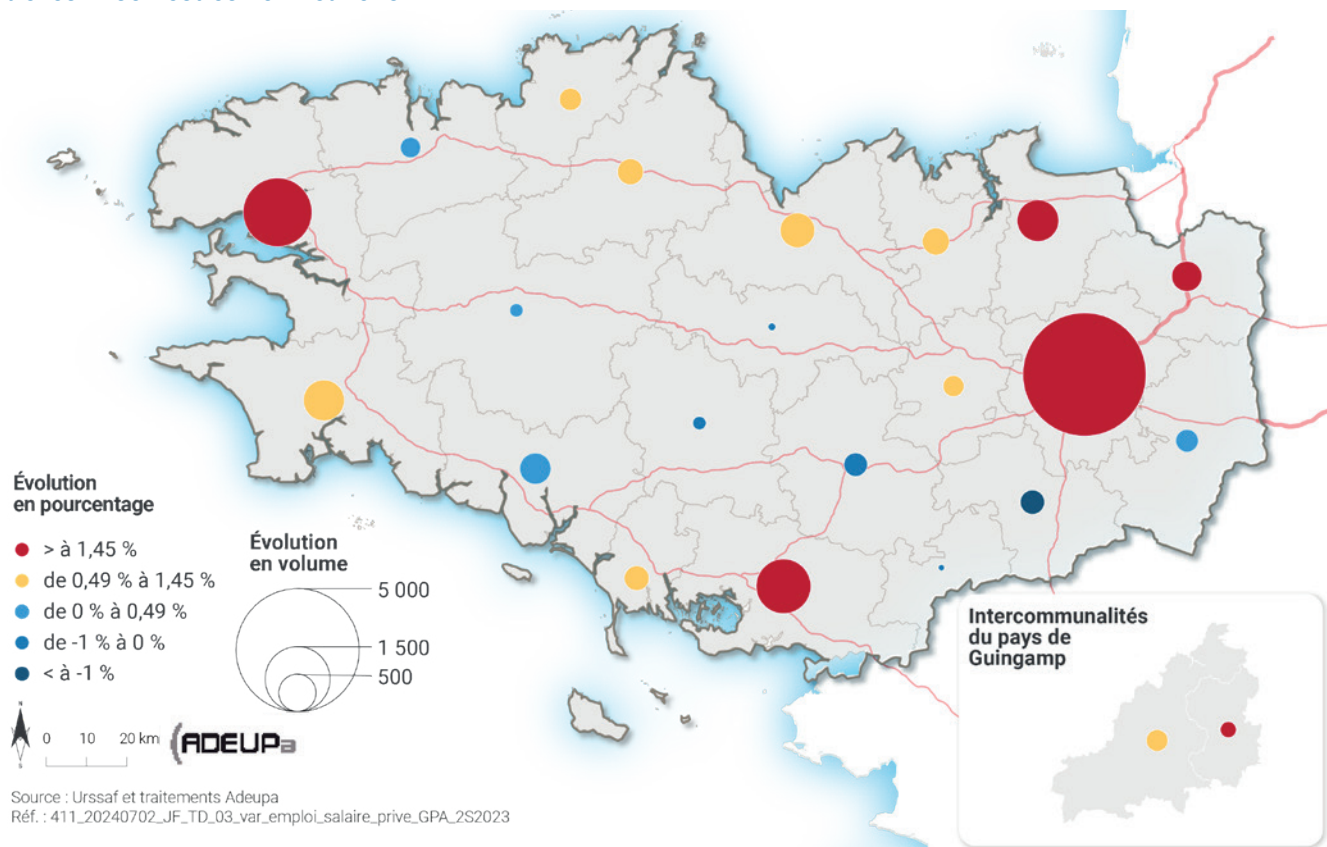
Malgré un ralentissement notable, les recrutements ont continué de progresser cette année et ce semestre par rapport à 2022. Plus de 4050 contrats en CDD >1 mois et CDI ont été signés au second semestre 2023, ce qui représente tout juste une centaine de contrats supplémentaires et un niveau inédit depuis au moins 2009. Le bilan est bon comparativement à la Bretagne où le niveau de recrutement est pour la première fois en retrait (-0,8 %) depuis 2012, si on excepte 2020 qui était une année particulière en raison des confinements.

Les variations sont toutefois très hétérogènes selon les secteurs. Les principaux bénéficiaires sont l'industrie (+19 %) et l'hôtellerie-café-restauration (+14 %) qui couvrent le double du

solde positif de contrats constaté entre 2022 et 2023. A contrario, le nombre d'embauches s'effondre dans le BTP (-15 %), après une année stable. Le secteur du commerce recule (-3,3 %) et revient au niveau de 2021. Les autres services affichent également un léger contrecoup (-1 %), après une très forte progression l'année passée.

D'un point de vue contractuel, la part de CDI n'a jamais été aussi forte (42 % en 2023). Cette plus forte représentation tient essentiellement à l'augmentation significative du nombre de CDI signés, notamment dans l'industrie ou les activités de services. Entre les seconds semestres 2019 et 2023, leur nombre a augmenté de près 45 % contre seulement 10 % pour les CDD de plus d'un mois. La Bretagne suit la même trajectoire mais de manière moins affirmée avec une part de CDI proche de l'équilibre vis-à-vis des CDD (48 %).

Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) dans les pays bretons entre les 2^e semestres 2022 et 2023



Ménages et consommation

Une dynamique de construction portée par des projets de renouvellement urbain

Après un exercice 2022 un peu moins intense en termes de permis de construire de logements, l'année 2023 s'inscrit comme la plus dynamique des 10 dernières années, et ce, grâce à un second semestre particulièrement riche en projets (+46 % par rapport à l'année précédente), notamment en ce qui concerne les logements collectifs. Ces derniers pèsent pour la moitié des logements autorisés sur le semestre et 42 % sur l'ensemble de l'année. C'est un niveau inédit, en valeur absolue ou en part relative dans l'ensemble des logements, qui répond aux nouvelles aspirations des ménages, à savoir des logements plus petits, et des nouvelles pratiques en termes de sobriété foncière, d'adaptation des logements au vieillissement de la population, de réponse aux besoins des jeunes et à la réduction de la taille des ménages.

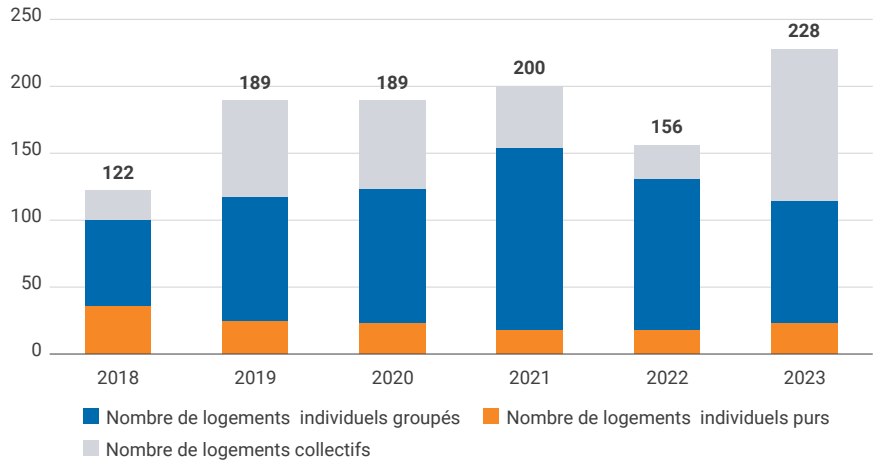
Les efforts consentis par l'agglomération en faveur de la réhabilitation sont très importants puisque 40 % de la surface d'habitat autorisée ce semestre est le fruit d'une seule opération de renouvellement urbain.

La réhabilitation du couvent de Montbareil, inoccupé depuis 2014, dont le coût est estimé à 10 millions d'euros, constitue un projet structurant pour la centralité guingampaise. 85 logements neufs seront créés, majoritairement en collectif, tout en préservant l'architecture du couvent datant du 17^e siècle. Les logements devraient être livrés pour le début de l'année 2026.

Dans la même veine, le château des Salles, construit au 15^e siècle, va faire l'objet d'une réhabilitation complète, avec la création de 22 logements collectifs à la clé. Le projet est porté par le promoteur Histoire et patrimoine promotion, et les travaux devraient s'étaler sur deux ans.

À Paimpol, la rue des Patriotes entrevoit un nouveau projet de 7 logements collectifs, après la livraison de la résidence pour les seniors et du pôle santé. Dans le même secteur géographique, le bourg de Plouézec connaît une phase de revitalisation. L'emprise foncière anciennement occupée par le centre commercial Intermarché va faire place à un projet hybride décomposé en cinq îlots, comprenant des commerces, des locaux à destination des professionnels de santé ainsi que 5 logements qui se situeront au-dessus d'une pharmacie.

Nombre de logements autorisés au 2^d semestre 2023 à Guingamp-Paimpol Agglomération



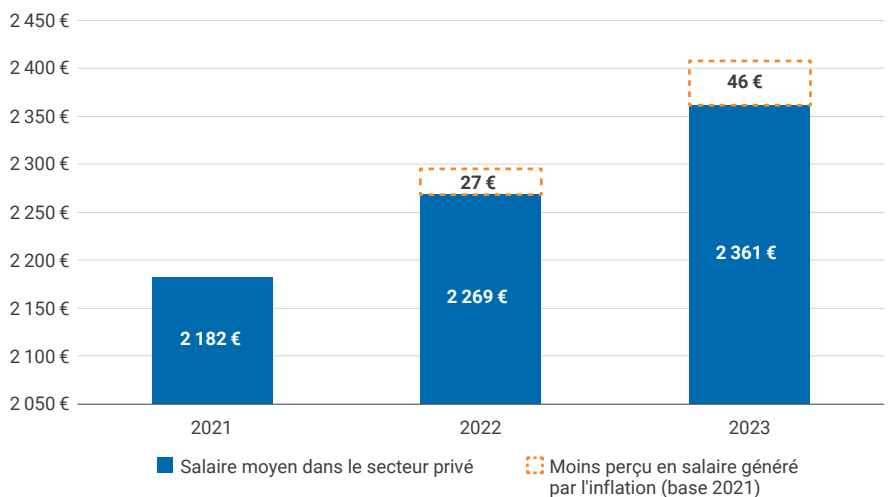
Source : SDES, Sit@del2

Une progression des salaires moins rapide que l'inflation

Depuis le covid, des niveaux assez inédits de hausses de salaires ont été octroyés par les employeurs, dans un premier temps, dans des secteurs jugés comme essentiels pour l'activité économique et assez peu revalorisés jusque-là. Dans un second temps, les entreprises en tension de main-d'œuvre ont aussi sensiblement réévalué les salaires pour davantage attirer ou même simplement pour garder leurs salariés. Enfin, les prix à la

consommation, très affectés par la hausse du coût de l'énergie et de l'alimentaire, ont favorisé des renégociations salariales. Toutefois, l'évolution sur les deux dernières années de la rémunération des salariés du secteur privé n'a pas permis de compenser le niveau d'inflation mesuré sur la même période. Dans leur ensemble, les salariés de la sphère privée travaillant dans la zone d'emploi de Guingamp ont bénéficié d'une hausse de 8,2 % de leur salaire entre 2021 et 2023 alors que les prix à la consommation ont, quant à eux, progressé de plus de 10 %. Cet écart rend compte d'une baisse effective moyenne de 46 € du salaire final au regard de l'évolution des prix, ce qui

Évolution du salaire moyen par tête dans le secteur privé et la perte de pouvoir d'achat générée par l'inflation



Source : Urssaf, traitement ADEUPa

semble malgré tout plus favorable qu'au niveau régional où le manque à gagner serait de 62 €. Il reste difficile de mesurer l'impact global sur le pouvoir d'achat compte tenu de la multiplicité des sources de revenus des ménages (revenus fonciers, etc.) et de l'évolution de l'imposition. L'évolution du temps de travail moyen³ a également pu avoir une influence sur le salaire perçu mensuellement. D'un point de vue sectoriel, seuls les salariés du commerce ont bénéficié d'une évolution salariale légèrement supérieure à celle de l'inflation. Les hausses de rémunérations ne rattrapent pas l'inflation, mais s'en approchent, tandis que les secteurs des services, de l'hôtellerie-café-restaurant (soit des hôtels-café-restaurants ou de l'hôtellerie-restauration) et du BTP ont, semble-t-il, consenti des efforts moins soutenus et/ou davantage fractionné le temps de travail de leurs salariés.

Plus d'épargne : des ménages qui se projetent moins ?

Les encours liés aux comptes ordinaires débiteurs⁴ repartent à la hausse sur l'ensemble des Côtes-d'Armor. Ils s'élèvent à 141 millions d'euros à la fin de l'année 2023, soit près de 10 millions d'euros supplémentaires en l'espace d'un an (+7 %). Cela traduit une hausse des découverts sur les comptes courants des costarmoricains, alors que les encours liés aux comptes débiteurs avaient atteint un point bas en février 2021 (108 millions d'euros).

Malgré un niveau encore élevé de permis de construire délivrés pour l'habitat (cf. p.6), les encours liés aux plans d'épargne logement s'effondrent (-11 %), après une première année de recul en 2022. Au-delà de l'utilisation accrue que les titulaires peuvent faire de leur PEL, afin d'acheter un logement ou de réaliser des travaux de rénovation, cela peut signifier que les ménages commencent à se détourner de ce type d'épargne car moins enclins à investir dans l'immobilier.

Concernant l'épargne disponible, les encours liés au livret d'épargne populaire (LEP) ont progressé de 35 % en un an sur l'ensemble du département, et ont atteint un niveau record de près de 963 millions d'euros. Ces placements bénéficient d'un taux de rémunération encore très attractif de 5 % pour les ménages qui peuvent en bénéficier. Cette hausse assez soudaine peut s'interpréter de différentes manières. Elle rend compte de l'aubaine que ce placement a suscité en 2022, au moment

des évolutions des taux de rémunération, mais elle peut aussi traduire une forme de prudence des ménages, dont la stratégie financière se recentre sur l'épargne plutôt que la consommation. Le léger recul de 3,6 % des encours liés aux crédits de trésorerie témoigne d'un arbitrage plus fort des ménages concernant leurs dépenses, de reports d'achats dans l'attente d'une période plus propice financièrement.

À noter que les encours liés aux livrets de développement durable (LDD) suivent également une croissance soutenue. L'ensemble des actifs immobilisés sur ces produits financiers atteignent 1,57 milliard d'euros à la fin 2023, soit 134 millions d'euros de plus en un an (+9,3 %).



Crédit : CRT Bretagne, Alexandre Lamoureux

3. Non mesurable. Mécaniquement, une baisse du temps de travail moyen a aussi pu générer une baisse du salaire moyen par tête constituant une baisse effective du pouvoir d'achat mais masquant possiblement les effets des revalorisations salariales.

4. Comptes dont le solde est négatif, autrement dit à découvert.

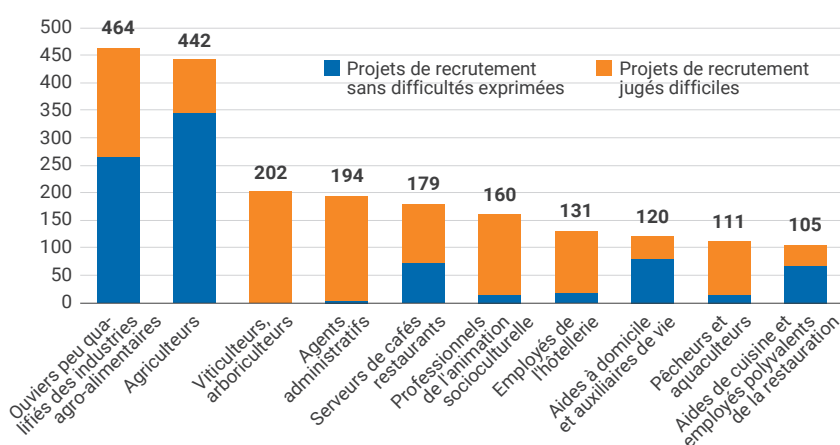
Focus : besoins de main d'œuvre 2024

Alors que la tendance bretonne fait état d'un recul des intentions de recrutement d'environ 7 %, les entreprises du bassin d'emploi de Guingamp⁵ formulent le souhait de renforcer leur activité par davantage d'embauches. Pour l'année 2024, 4390 postes à pourvoir ont été identifiés sur le territoire, soit 174 de plus que l'année précédente (+4,1 %). Parmi les métiers qui font l'objet de nombreuses recherches, celui d'ouvrier de l'industrie agro-alimentaire fait état d'un presque doublement des besoins (+188 projets), c'est également le cas du métier d'agent administratif, pour lequel les besoins explosent en 2024, passant d'une dizaine de recherches à près de 200 et dont la difficulté à trouver les profils idoines semble systématique (98 % de difficulté de recrutement). Pourtant, l'analyse que les entrepreneurs du bassin d'emploi portent sur les difficultés de recrutement augure un apaisement global. En un an, la part de projets jugés difficiles est passée de 72 % à 62 %, soit une baisse de 10 points. Cela reste toujours plus élevé que la moyenne régionale (59 %) qui bénéficie également d'une baisse de 4,5

points, mais cela replace le bassin d'emploi guingampais à un niveau normal comparativement aux autres territoires bretons. Cela s'explique par la baisse significative de la tension pour les métiers d'agriculteur salarié et d'ouvrier de l'agroalimentaire qui figurent parmi les compétences les plus convoitées sur le territoire. A contrario, si la tension semblait

déjà forte, s'agissant des aides-soignants et des agents hospitaliers, elle semble désormais atteindre son paroxysme. Enfin, certaines professions échappent en partie à ces problématiques de recrutement, à l'instar des métiers de la culture (artistes, professionnels des spectacles), pour lesquels il reste assez aisé de trouver une main-d'œuvre disponible.

Les 10 métiers les plus recherchés au sein du bassin d'emploi de Guingamp et le volume de recrutements jugés difficiles pour l'année 2024

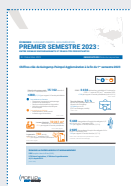


Source : France Travail

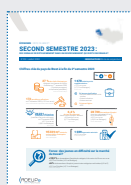
5. Le périmètre d'étude est celui du bassin d'emploi de France Travail en raison de l'absence de données à l'échelle des pays pour 2024. Il couvre une grande partie de l'agglomération, y compris la France ouest de Leff Armor Communauté. En revanche, le bassin de Callac est rattaché à l'antenne carhaisienne de France Travail.

Pour aller plus loin

Avec l'Adeupa



[Observatoire de l'économie de Guingamp Paimpol Agglomération au premier semestre 2023](#)



[Observatoire de l'économie du pays de Brest au second semestre 2023](#)



[Observatoire de l'économie du pays de Morlaix au second semestre 2023](#)



[Observatoire de l'économie de Lannion Trégor Communauté au second semestre 2023](#)

Et ailleurs

- Banque de France : Tendances régionales : Bretagne - Avril 2024, <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/tendances-regionales-bretagne-avril-2024>
- Insee, tableau de bord de la conjoncture : Bretagne, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121844>

LES OBSERVATOIRES | ÉCONOMIE

Direction de la publication : François Rivoal | Réalisation : Quentin Delaune, François Le Pellec, Lucie Bianci, Nadine Le Hir

Traitements statistiques : Arnaud Jaouen

Mise en page : Dynamo +

Contact : contact@adeupa-brest.fr | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest

Tél : 02 98 33 51 71 | Dépôt légal : en cours

ISSN : en cours | Réf : 24-063 | Site web : www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE